

Entre conflits et profits, besoins vitaux et consommation : les grands défis de la gestion de l'eau

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **72 (2014)**

Heft 3

PDF erstellt am: **24.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-823253>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

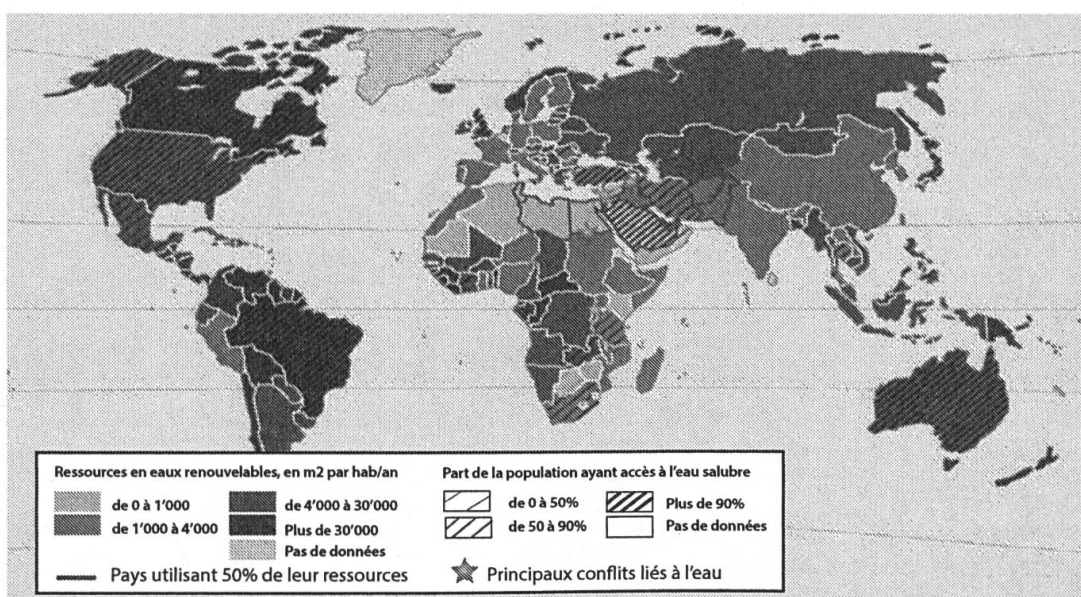
Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

ENTRE CONFLITS ET PROFITS, BESOINS VITAUX ET CONSOMMATION – LES GRANDS DÉFIS DE LA GESTION DE L'EAU

PLURIDIMENSIONNALITÉ DES ENJEUX GÉOPOLITIQUES DE L'EAU

Barah Mikail, chercheur spécialisé sur les enjeux géopolitiques de l'eau et sur le Moyen-Orient à la Fondation FRIDE (Fondation pour les relations internationales et le dialogue extérieur), rappelle qu'à l'heure actuelle, tout ce qui est lié à l'eau prend une importance croissante, tant dans sa préservation que dans sa commercialisation. La distribution des volumes d'eau présents à l'état naturel montre qu'il y en a suffisamment pour tous. En revanche, des problèmes existent sur les plans de la gestion et de la répartition entre les différents pays (voir illustration ci-dessous). Sur l'ensemble des États de la planète, 20 pays se trouvent au-dessous du seuil de pénurie. À l'exception de Haïti, l'écrasante majorité d'entre eux sont situés dans l'une des zones les plus sensibles du monde, le Moyen-Orient. Cependant, ce n'est pas parce que cette région du monde est la moins bien dotée en eau que c'est celle dont la population souffre le plus sur le plan de l'accès. En effet, les moyens financiers permettent des développements technologiques en mesure de compenser les déficits. Un pays comme l'Arabie Saoudite, qui ne peut compter que sur les nappes phréatiques, s'appuie, grâce aux revenus générés par le pétrole, sur les technologies de dessalement.

Une mauvaise répartition

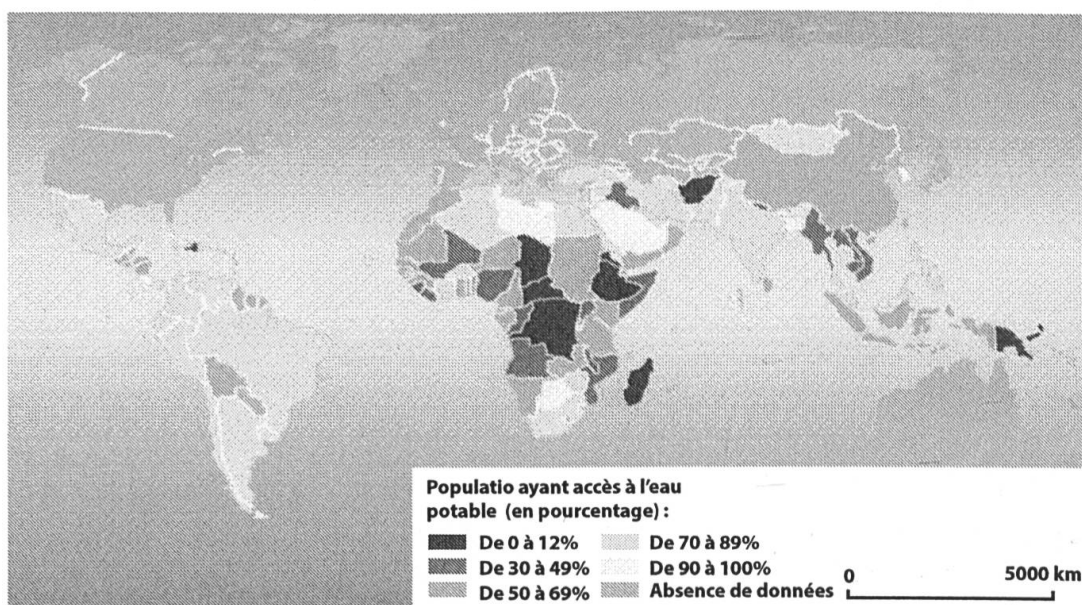


La grande prise de conscience de l'importance de l'eau a eu lieu au cours de la décennie 1970, lorsque les Nations Unies ont tiré la sonnette d'alarme. À la conférence de Mar Del Plata, en 1977, l'ONU a institué la première Décennie pour l'eau potable et l'assainissement, qui s'est étendue de 1981 à 1991. Pour la période 2005-2015, l'objectif est simple: diviser par deux le nombre de personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable ou qui n'ont pas les moyens de s'en procurer. D'après les estimations, cet objectif est loin d'être atteint, alors que les populations et leurs besoins ne cessent d'augmenter. En ce sens, la tâche s'élargit de plus en plus et il convient de repenser la manière dont on fait usage de l'eau aujourd'hui.

LES RISQUES SOCIÉTAUX PRÉVALENT

La géopolitique a été remise au goût du jour par Yves Lacoste en 1976 dans son livre intitulé *La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre*. C'était une analyse pertinente à l'époque. Aujourd'hui, la géopolitique, c'est la prise en compte de tous les éléments qui permettent d'apprécier les relations interétatiques, leur implication à l'échelle locale ou nationale et d'évaluer la situation sécuritaire prévalant à diverses échelles du globe. La géopolitique de l'eau est l'expression de la manière par laquelle les États arrivent à gérer leurs perspectives hydrauliques, notamment transfrontalières. Si cette donnée doit être prise en compte, il convient toutefois de garder à l'esprit les risques sociétaux. La plupart des tensions liées à l'eau sont plutôt internes à un État. En 2004, en Inde, toute une communauté s'est mobilisée contre la manière dont Coca-Cola exploitait les nappes phréatiques afin d'embouteiller la boisson. Il s'est avéré que cette mobilisation reflétait surtout un problème d'accès à l'eau. La population visait les déficits de l'État, ce dernier ne se révélant pas toujours à la hauteur de ses responsabilités.

L'inégal accès à l'eau potable



LA GUERRE DE L'EAU

De nombreuses études ont été réalisées sans parvenir à un consensus sur la notion de guerre de l'eau. En 1989, les conditions d'accès à une eau transfrontalière ont conduit à de fortes tensions entre le Sénégal et la Mauritanie. Certains experts ont développé la théorie selon laquelle la guerre des Six-Jours en 1967 aurait été motivée par la volonté d'accès d'Israël à des réserves et sources d'eau supplémentaires. En analysant tous les éléments qui sont présents dans les deux cas, force est de constater que l'eau n'est pas le seul élément déterminant. La dernière vraie guerre de l'eau remonte à 2500 ans avant JC, en Mésopotamie, autour du fleuve de l'Euphrate, entre deux communautés. Parler de guerre pour l'eau n'est pas pertinent actuellement, mais cela ne veut pas dire que l'on se prémunit pour l'avenir.

LES RAPPORTS DE FORCE DANS LA GÉOPOLITIQUE DE L'EAU

Pour estimer la géopolitique de l'eau, il faut retenir une notion très importante: l'État qui a une source sur son territoire, ou État d'amont, est clairement en position de force. C'est le cas du Canada par rapport aux États-Unis et en partie des États-Unis par rapport au Mexique. C'est le cas également de la Turquie par rapport à la Syrie et à l'Iraq. Le Canada et les États-Unis ont une bonne entente sur le plan de la gestion hydraulique, car, à partir des années 1910-1920, les Américains ont négocié les conditions de répartition de l'eau entre les deux pays avec les Britanniques, qui avaient alors le Canada pour condominium. Aujourd'hui, aucun des deux États ne peut dénoncer brutalement les contrats bilatéraux qui prévalent, sauf si l'un d'entre eux décide d'entrer en guerre. L'autre exemple important et intéressant est celui d'Israël, qui n'est pas un État d'amont, et de son environnement. Le rapport de force militaire est ce qui permet au pays d'être prémuni contre la possibilité pour la Syrie de couper les sources parvenant à Israël depuis son territoire. Si tel était le cas, cela pourrait mener à une guerre pour l'appropriation de l'eau. Reste à savoir si le fait de mettre en place une ONU de l'eau, avec un conseil de sécurité, n'est pas quelque chose qui pourrait être développé. À ce jour, il n'est pas question de cela, puisque la souveraineté nationale absolue domine. Un État qui a des sources ou des nappes phréatiques sur son territoire est le seul à décider de ce qu'il fait de cette eau.

MISE EN PLACE D'UNE INSTITUTION SUPRANATIONALE

L'humanité souffre de la baisse de la qualité de l'eau nécessaire à ses besoins élémentaires, plus que de la raréfaction de l'eau douce. Mal anticiper ce problème ne fait que rendre la menace plus lourde. Cependant, les modalités de gestion, la portée et la qualité des investissements technologiques et financiers, peuvent contribuer amplement à l'amélioration de la situation dans un pays ou une région donnée. La naissance d'un véritable esprit gestionnaire collectif au niveau des États simplifierait la définition de solutions viables. Enfin, il serait souhaitable de créer une organisation supranationale ad hoc dotée de tous les instruments d'action, voire de coercition, en matière de législation quant aux enjeux de l'eau: partage des eaux transfrontalières, développement des infrastructures, instauration d'un fonds pour l'eau.

MODÈLE SUISSE DE GESTION DE L'EAU AU MILIEU DU GUÉ

Pour Géraldine Pflieger, maître d'enseignement et de recherche en politique urbaine et environnementale à l'Université de Genève, auteur de *L'eau des villes* (Presses Polytechniques Romandes), quel que soit le mode de gestion, le politique garde toujours la haute main sur les dispositifs d'approvisionnement en eau. La Suisse ne fait pas exception et cette gestion est opérée selon des systèmes d'administration quasi marchands, avec des niveaux de rentabilité qui ont longtemps été très intéressants pour l'actionnaire, la collectivité publique. Comme partout dans le monde, les premiers modèles de développement de l'eau courante (1850-1860) ont été privés, avec la naissance de petites sociétés comme Lyonnaise des Eaux ou Générale des Eaux.

PREMIÈRES TENTATIVES DE REPRISE D'UNE GESTION PUBLIQUE DE L'EAU

Les collectivités publiques ont souhaité reprendre en main cette gestion, notamment en raison de préoccupations liées au développement industriel, territorial, économique et financier de la corporation elle-même. L'enjeu premier était celui de la desserte égalitaire, mais c'était également une perspective d'expansion beaucoup plus large. Ce fut le cas, notamment, à Genève au XIX^{ème} siècle. La ville, en annexant les communes avoisinantes, comme Plainpalais, a dû s'engager dans la généralisation des réseaux d'eau et des standards d'adduction. Il s'agissait d'accompagner le développement urbain en investissant assez massivement dans ces équipements. Les villes suisses ont réalisé que l'eau urbaine pouvait être un service profitable et rentable, tant au plan domestique, pour la desserte des usagers, qu'au plan industriel, grâce à la production de forces motrices. Les pouvoirs publics de l'époque ont eu cette intuition, grâce à des expériences tout à fait comparables dans le secteur du gaz. Genève avait, à l'époque une production privée de son gaz et l'exploitant réalisait une rente importante, sans que la collectivité publique puisse capter ses dividendes et sans bénéfice pour les usagers en termes de baisse des prix. Ils ont pris conscience que l'eau potable n'était pas un service public, mais industriel. Ces réflexions étaient en phase avec le développement de la grande hydraulique urbaine, à une époque bien antérieure aux découvertes de Pasteur sur la chimie de l'eau. L'approvisionnement en eau de qualité ne se faisait alors que par des grandes infrastructures, avec une prédominance du génie civil sur le génie environnemental et la chimie au début du XX^{ème} siècle.

L'ADOPTION DU MODÈLE ALLEMAND DE GESTION DE L'EAU

Le déroulement de cette conquête de la gestion publique de l'eau prend plusieurs voies et le modèle allemand de gestion municipale de l'eau sera rapidement la référence. Un conseiller d'État bernois se rend en Allemagne afin de voir comment sont gérés les réseaux et importer le modèle de gestion municipale. L'ingénieur zurichois Bürki étudie plusieurs villes d'Allemagne. Il débat à Genève, dans le cadre d'une campagne très ardente sur la question de l'eau pour les élections municipales de 1882, contre le projet d'Alexandre Gavart de confier la gestion du système à la société Lyonnaise des Eaux. En Europe, deux grands modèles s'affrontent: le modèle allemand et le modèle français, fondé sur un partenariat public/privé. Les ingénieurs genevois convainquent la ville de Sion de passer en gestion publique et participent au débat sur la remunicipalisation de l'eau à Lausanne. À Bâle, il y eut quelques tentatives pour maintenir une gestion privée, mais elles n'ont pas abouti. Le municipalisme est la règle

en Europe et aux États-Unis également, où 80 à 90% de la gestion de l'eau est publique.

LE MODÈLE FRANÇAIS DE GESTION PRIVÉE DE L'EAU

Le modèle français est fondé sur la gestion privée depuis Napoléon III. L'État a souhaité maintenir des collectivités locales extrêmement faibles, avec peu de fiscalité et peu de moyens. Il voyait d'un très mauvais œil l'expérience allemande où les services industriels (Stadtwerke) étaient l'un des vecteurs de puissance des villes et du pouvoir local. Afin d'assurer un développement urbain satisfaisant, l'État français a soutenu la création de deux grandes sociétés aux compétences approfondies et aux capitaux très bien dotés, la Lyonnaise des Eaux et la Générale des Eaux. Le modèle français tranche avec le modèle allemand, où, comme en Suisse, les collectivités ont une certaine marge de manœuvre dans le développement des services industriels, grâce à la proximité vis-à-vis des banques publiques, notamment les établissements cantonaux. À l'époque, le pouvoir politique allemand exerce une tutelle relativement discrète et stratégique. Les Stadtwerke sont quasiment des corporations de droit public et disposent d'un périmètre d'activité élargi, puisqu'ils gèrent également les transports publics urbains. Le principe est de créer des entités qui arrivent à générer des synergies de coûts. Le gaz finance l'eau, l'électricité les transports publics, au bénéfice de la collectivité.

FORTE RENTABILITÉ DE LA GESTION PUBLIQUE DE L'EAU

La Suisse se situe donc clairement dans un dérivé du modèle allemand, avec une différence assez fondamentale, observable encore actuellement; il s'agit de la plus faible autonomie vis-à-vis du pouvoir politique, tant dans le processus de décision que dans le domaine financier. Elle se ressent à la fois sur les coûts (la collectivité peut ponctionner des montants parfois importants auprès de ses services industriels) et sur le périmètre des services qui est restreint aux plus rentables et exclut clairement les transports publics. Quelques chiffres illustrent la capacité des services industriels de générer une rente et des bénéfices pour la collectivité. Entre 1896 et 1931, les services industriels de Genève ont rapporté l'équivalent de 60% de la totalité de toutes les recettes fiscales de la ville. Aujourd'hui, à l'échelle du canton, le poids est bien plus relatif.

L'ÉVOLUTION DU MODÈLE SUISSE DANS LE TEMPS

Les cinq fondements du modèle suisse sont l'ancrage dans la gestion publique, la forte politisation des services, la création d'une rente publique, les synergies interservices et les synergies intercommunales. La première observation est que le modèle suisse est tout à fait robuste et performant. Le patrimoine est bien géré, renouvelé, comme le démontrent les indicateurs de perte et de performance. Le taux de perte sur le réseau est de 12% en moyenne, un chiffre quasiment record à l'échelle mondiale, battu uniquement par l'Allemagne (7%), mais loin devant la France (28%). Le réseau d'eau de Zurich a 40 ans d'âge en moyenne, sachant qu'une conduite d'eau a une durée de vie de 80 ans. Cela signifie qu'il est renouvelé beaucoup plus rapidement que ne le nécessiterait la technique. Il s'agit d'une stratégie assurantielle pour éviter des fuites, lorsqu'on ouvre un boulevard, par exemple. En France, la moyenne d'âge du réseau d'eau avoisine les 120 ans, une grande partie de l'installation initiale n'ayant pas été renouvelée depuis 1880-1890. En Allemagne, comme en Suisse, les

services industriels se sont appuyés sur des fournisseurs d'équipement privés pour réaliser leurs infrastructures. En France, Lyonnaise et Générale des Eaux ont engagé des sociétés d'ingénieurs pour développer toute une industrie de détection des fuites. Les Français ont misé davantage sur ce point, alors que la Suisse et l'Allemagne ont mis l'accent sur le renouvellement régulier des équipements. En résumé, la Suisse dispose d'une gestion patrimoniale qui est un véritable atout, d'un réseau en or et d'un modèle qui reste stable avec des rentes urbaines toujours confortables

UNE MODÈLE MENACÉ PAR LA BAISSÉ DE LA CONSOMMATION D'EAU

Malgré tout, ce modèle est au milieu du gué en raison de l'émergence d'un nouveau contexte. En effet, il doit compter avec une baisse de la consommation, qui est très régulière et pas spécifique à la Suisse. Elle est liée à l'amélioration de la performance des équipements ménagers, mais également à des raisons plus inquiétantes, comme la désindustrialisation. Cette situation commence à poser problème aux services industriels. Dans une gestion où les coûts fixes sont extrêmement élevés, cette baisse de consommation doit être, si l'on veut assurer une certaine rentabilité du service, compensée par une hausse mécanique des prix. Si elle est appliquée, elle aura des effets de reproduction, en incitant les usagers à consommer moins d'eau. Là se pose la question de la durabilité économique du service de l'eau en Suisse et à Genève. Les élus ont des difficultés à justifier les hausses de prix de l'eau aux yeux de leurs citoyens et les services se retrouvent de plus en plus resserrés vis-à-vis de la tendance baissière des revenus des ventes absolues d'eau. Les conséquences techniques de la baisse de consommation, qui, pour l'instant, n'atteignent pas encore en Suisse, mais se font déjà sentir dans le reste de l'Europe, peuvent être tout à fait problématiques. Moins d'eau dans les tuyaux signifie plus d'érosion, plus de coûts d'entretien. Il y a là un enjeu tout à fait sensible et auquel les autorités politiques ne prennent pas suffisamment garde.

LA NÉCESSITÉ D'UNE HAUSSE DES TARIFS DE L'EAU

Afin de réagir à la baisse de la consommation et d'assurer un financement durable aux services et à la ville, une hausse des prix est inévitable, bien qu'elle reste le plus souvent sous verrou politique. Cette démarche est d'autant plus nécessaire en raison du démantèlement comptable des services. Le gaz ne peut plus financer l'eau depuis quelques années. Les synergies interservices se retrouvent davantage sur les coûts de gestion globale de l'entreprise. L'un des fondements historiques des services industriels s'effondre. Géraldine Pflieger conclut en soulignant que le défi actuel est d'atteindre de nouvelles masses critiques et de modifier la taille des services, peut-être par l'intermédiaire d'une régionalisation du secteur, afin de regagner les synergies qui avaient été trouvées il y a plus d'un siècle.

L'EAU, UN DÉFI GLOBAL AVEC DES SOLUTIONS LOCALES

Peter Brabeck-Lethmate, président du Conseil d'administration de Nestlé, relève que l'eau jouant un rôle déterminant dans la vie humaine, elle représente, depuis toujours, une source de bien-être et une valeur spirituelle. À juste titre, elle est considérée comme un droit de l'homme. L'utilisation de l'eau pour les besoins de base ne représente que 1,5% de la consommation mondiale. Selon l'OMS, le minimum pour survivre est de 15 à 20 litres d'eau par jour et par personne (3-4 litres pour boire, 2-3 litres pour préparer les repas et

laver la vaisselle, 6-7 litres pour une hygiène corporelle minimale et 4-6 litres pour la lessive). Depuis 1990, 2,6 milliards de personnes supplémentaires ont accès à ce que l'on appelle, aux Nations unies, une eau améliorée. Cependant, il y a encore 650 millions d'individus qui doivent aller chercher l'eau dans un camion citerne, dans un fleuve ou une source non protégée, parfois au péril de leur vie. Alors que beaucoup affirment que les prix municipaux subventionnés de l'eau sont parmi les moyens les plus importants de lutter contre la pauvreté, il existe une grande inégalité dans les tarifs payés pour l'eau. Dans des villes comme Bombay, Karachi ou Katmandou, l'eau du robinet est fortement subventionnée, mais ce sont surtout les populations favorisées qui en profitent car elles y ont accès. Cela signifie que l'eau est jusqu'à 30 fois plus onéreuse pour les habitants des bidonvilles, qui s'approvisionnent dans les camions citernes.

DES SOLUTIONS POUR UN ACCÈS ABORDABLE À L'EAU

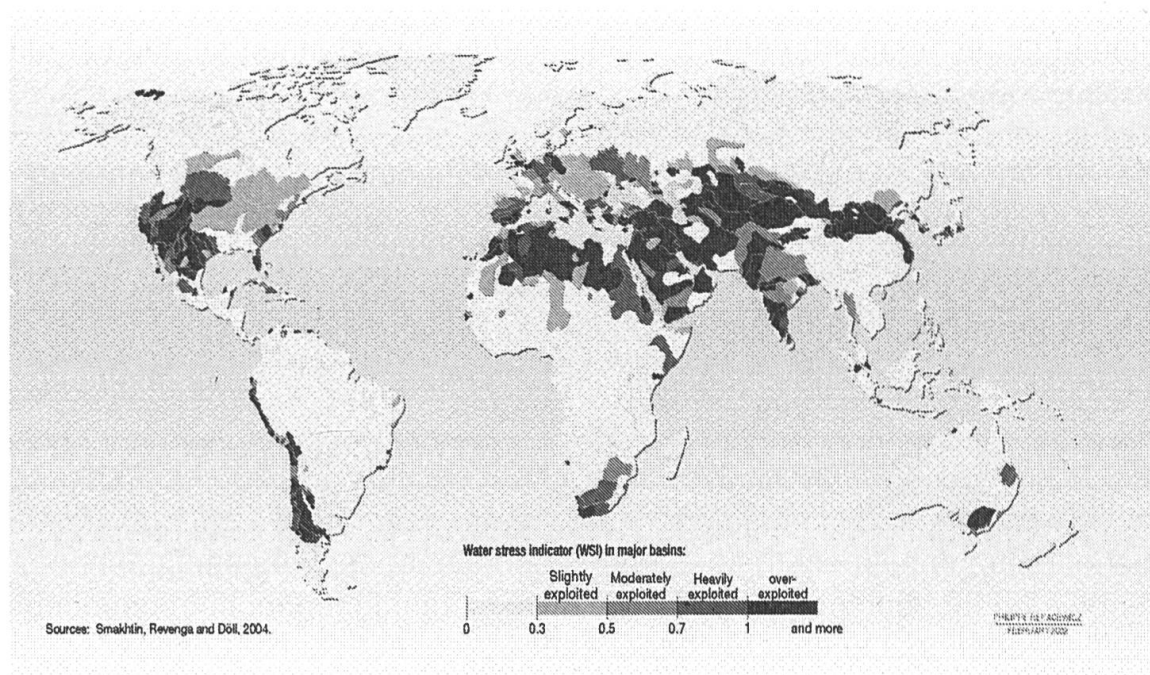
Il existe deux exemples intéressants démontrant que le plus grand problème est celui de la gestion de la canalisation municipale de l'eau. À Phnom Penh, un homme a osé, il y a presque 20 ans, introduire une gestion professionnelle de l'eau, en demandant à toute personne qui en avait les moyens de la payer. Ce fut un succès et, actuellement, la capitale cambodgienne figure parmi les villes où il y a le moins de perte dans les ressources municipales, soit 5,5% (Suisse 12,5%, France 28%, Angleterre 35%). En Afrique du Sud, le gouvernement a décidé de donner à chaque famille 6000 litres d'eau gratuites par mois et de faire payer chaque litre supplémentaire. Aujourd'hui, 95% de la population sud-africaine a accès à l'eau, contre 62% avant cette réglementation. Afin de résoudre le problème de l'eau, il faudrait reconsidérer la théorie des économistes selon laquelle plus on utilise un bien, plus le prix doit être bas. Cette idée est absolument fautive pour les ressources qui sont limitées.

LA SURCONSOMMATION MONDIALE ANNUELLE

CORRESPOND À DEUX FOIS LE VOLUME DES TROIS PLUS GRANDS LACS SUISSES

Pendant de longues années de développement économique et de croissance de la population mondiale, la disponibilité de l'eau douce ne posait pas de problème. Mais, à l'heure actuelle, pour une disponibilité durable de 4200 km³, l'homme en utilise déjà 4500 km³, soit une surconsommation de près de 10% par an. Celle-ci correspond exactement à deux fois le volume des trois plus grands lacs de Suisse: Léman, Constance et Neuchâtel. S'il est vrai que dans notre pays, les lacs ne s'assèchent pas, il s'agit malheureusement d'une réalité dans d'autres États. Depuis 1973, le lac d'Aral, l'un des plus grands au monde, a quasiment disparu. À l'échelle de la planète, cinq des plus grandes rivières n'apportent plus d'eau à la mer pendant des mois. En outre, l'utilisation systématique de l'eau fossile non-renouvelée de la nappe phréatique pour couvrir la pénurie provoque, entre autres conséquences, un affaissement des sols. Sans actions politiques systématiques, la surexploitation de l'eau continuera de s'accroître, résultant non seulement de l'augmentation démographique, mais également de la prospérité.

Régions où l'eau est en surexploitation



L'AGRICULTURE UTILISE 69% DES RESSOURCES D'EAU

Il ne faut jamais oublier que si chaque jour, nous buvons 4 à 5 litres d'eau, nous en mangeons entre 3000 et 6500 litres. En effet, un litre d'eau est nécessaire à chaque calorie produite par l'agriculture, si elle est d'origine végétale, et 10 litres si elle est d'origine animale. L'agriculture utilise 69% des ressources d'eau mondiales. Si l'on compare le volume d'eau théoriquement nécessaire pour produire les calories dont l'homme a besoin (1900 litres par personne et par jour) et le volume utilisé réellement, il y a une surconsommation de l'ordre de 60 à 110%. L'élimination du gaspillage est une manière de lutter contre cette consommation excessive. 40% des produits agricoles sont perdus, soit en raison du manque d'infrastructures, comme dans les pays en voie de développement, soit par le fait de se débarrasser des denrées périmées, comme en Europe.

L'INDUSTRIE UTILISE 18% DES RESSOURCES D'EAU

Depuis des siècles, l'industrie et l'artisanat se sont servis de l'eau pour créer du bien-être. La ville de Genève illustre bien ce point. Le Rhône et l'Arve ont été utilisés depuis longtemps comme sources d'énergie. La première amélioration a eu lieu en 1872, avec l'usage de l'eau sous forte pression. C'est dans ce but que fut construite, en 1886, l'usine des forces motrices. L'eau sous pression était transmise aux ateliers par les canalisations. D'ailleurs, le premier jet d'eau avait pour fonction, non pas de devenir le symbole de Genève, mais de décharger la pression de l'eau non utilisée. Déjà auparavant, l'eau était essentielle pour la fabrication de la soie, première source de richesse importante de Genève. Introduite au milieu du XVI^{ème} siècle par un immigrant italien, François Turretini, cette industrie exportatrice a prospéré

rapidement, occupant, pendant de longues années, plus de 50% de la population active, et générant des profits entre 15 et 30% du capital.

L'EAU, OBJECTIF PRIORITAIRE DE NESTLÉ

Depuis un peu plus de 10 ans, Nestlé a placé l'eau comme objectif prioritaire dans son effort écologique. Durant ce laps de temps, le groupe a été capable de passer de 4,5 litres d'eau à 1,5 litre d'eau pour produire un dollar de vente. Nestlé s'est appuyé sur le concept suivant: il est impossible de créer de la valeur pour les actionnaires si la collectivité qui permet à l'entreprise d'exercer son activité n'en bénéficie pas. L'eau est ainsi devenue l'un des trois piliers de l'engagement de création de valeur partagée du groupe. Celui-ci a mis en place un grand nombre de projets, dont celui des puits en Inde. D'abord installés au centre des villages, ces puits ont été rapidement détériorés par les habitants. Le groupe a décidé de les déplacer dans les écoles et d'enseigner aux élèves l'importance de l'eau. Les enfants ont été chargés de s'occuper des puits et cette opération a été un grand succès. Nestlé a également travaillé avec la DDC (Direction du développement et de la coopération) en Suisse pour réduire l'utilisation de l'eau dans le domaine de l'agriculture. Entre autres actions, le groupe a mis sur pied une technologie qui évite le lavage des cafés arabiques, ce qui a eu un impact énorme sur la diminution de la consommation d'eau. Ces différents exemples signifient qu'il existe des solutions si l'on prend la peine de considérer l'eau comme une priorité.

DES SOLUTIONS MONDIALES POUR L'EAU

Peter Brabeck participe, au nom du groupe Nestlé, mais également en tant que citoyen et entrepreneur, au dialogue politique mondial sur l'eau. Dans le cadre des objectifs des Nations Unies pour le développement durable après 2015, il a formulé quatre propositions soutenues par la Suisse: (1) De l'eau réellement potable pour tous d'ici 2025, avec une définition concrète du volume garanti à chacun en tant que droit fondamental; (2) Des toilettes acceptables pour tous d'ici 2050 au plus tard; (3) Un traitement primaire des eaux usées d'ici 2030; (4) Des efforts décuplés de lutte contre la surexploitation de l'eau, en ramenant, d'ici 2030, le volume utilisé pour la consommation humaine au niveau des volumes durablement disponibles.

Le quatrième objectif est prioritaire, puisque si l'on vient à manquer d'eau, les trois autres seront menacés. Le *2030 Water Resources Group*, créé par Peter Brabeck il y a quelques années, a pour objectif de proposer des outils d'analyse et de conseil à des gouvernements soucieux de trouver un équilibre entre l'eau disponible dans leur pays et l'exploitation que l'on peut en tirer. Peter Brabeck conclut en tirant la sonnette d'alarme: «Nous parlons beaucoup de l'impact du changement climatique, mais celui du manque d'eau a dix fois plus de conséquences».

Pour plus d'informations: www.water-challenge.com

